

LE PROCÈS KHALIFA A PORTÉ HIER SUR LES 11 ÉCRITURES BANCAIRES RESTÉES SUSPENDUES

L'énigme des 320 milliards

La septième journée du procès Khalifa a porté, hier, sur les 11 écritures bancaires restées suspendues. Aucun des accusés passés à la barre n'a vu où sont passés les 320 milliards de centimes qui constituent le trou financier de la caisse principale de Chéraga. Un proche de Abdelmoumène Khalifa a, par contre, avoué qu'il retirait de l'argent de cette même agence sans signer le moindre document. Le témoignage du directeur de cette caisse principale, Youcef Akli, qui a déjà purgé sa peine, et lequel d'ailleurs n'a pas encore été appelé à la barre, reste l'élément clé dans cette affaire.

De notre envoyé spécial à Blida,
Mehdi Mehenni

Abdelwahab Mouloud, garde rapprochée de Moumen Khalifa, était le premier à passer à la barre, hier, à l'ouverture de la septième journée du procès, au tribunal criminel de Blida.

Officier d'artillerie à l'Académie militaire de Cherchell à partir de 1987, c'est pendant cette période qu'il a fait la connaissance de Moumen Khalifa. Plus de 20 ans après, Abdelwahab Mouloud part en retraite après avoir subi une opération chirurgicale. C'était en octobre 2001. Comme il dit avoir toujours gardé contact avec Moumen Khalifa, il le sollicite pour un poste de travail. «Khalifa m'a dit qu'il n'avait pas encore une fonction précise à me proposer mais que je pouvais déjà être son accompagnateur. Sur mon contrat de travail, il a été ensuite établi la fonction de garde rapprochée du patron», précise-t-il au juge qui enchaînait pour l'interroger s'il retirait des sommes d'argent à partir des différentes agences au profit de Moumen Khalifa.

Abdelwahab Mouloud affirme l'avoir fait mais seulement au niveau de l'agence principale de Chéraga. «Nous étions dans sa villa lorsqu'il m'a demandé d'aller lui chercher, une première fois, une somme de 20 millions de centimes qui m'a été remise dans une enveloppe», explique-t-il.

Le juge veut savoir si c'était la seule fois. Abdelwahab Mouloud avoue qu'il récupérerait pour lui de la même agence des enveloppes tous les mois. «La seconde fois, j'ai récupéré pour lui une somme de 200 000 DA, puis une troisième fois un montant de 500 000 DA... et c'est devenu systématique», précise-t-il.

Le juge veut savoir le plus grand montant qu'il a pu récupérer pour son patron. Abdelwahab Mouloud n'a pas un souvenir précis, mais il dit que le montant tourne autour de 100 et 150 millions de centimes. Le juge lui demande si Moumen Khalifa lui

signait des chèques pour le retrait de ces sommes. Il répond par la négative. Le juge le relance et veut savoir s'il signait un quelconque document en réceptionnant l'argent. Non plus. Le juge indique à l'accusé qu'il n'était pas normal de procéder de la sorte.

Abdelwahab Mouloud explique qu'il ne voyait pas d'inconvénients puisque Abdelmoumen Khalifa était lui-même le patron de la banque. Mais qui lui remettait l'argent ? Il affirme qu'il s'agit de Youcef Akli, directeur de l'agence de Chéraga.

Pour rappel, ce dernier a purgé sa peine et comparera en qualité de témoin. Youcef Akli, dont le témoignage est capital dans cette affaire, n'a pas encore été appelé à la barre. Le juge l'interroge comment il pouvait être au courant des montants remis alors qu'il les récupérerait dans des enveloppes fermées.

Abdelwahab Mouloud explique qu'il entendait Moumen Khalifa parler au téléphone avant de l'envoyer chercher l'argent. A quoi servaient toutes ces sommes retirées de la caisse principale de Chéraga ? insiste le juge. L'accusé souligne qu'elles étaient destinées à payer certains services à l'exemple des travaux à la villa de Hydra, ou encore le personnel, comme le gardien de la maison et les chauffeurs de la famille Khalifa. «Un jour le gardien de la maison de Hydra m'a fait savoir qu'il n'avait encore touché son salaire. Chose que j'ai transmise à Moumen Khalifa avant d'aller juste après lui récupérer les premiers 20 millions de centimes», précise-t-il. Le juge tente de savoir si ces sommes étaient retirées du compte personnel de Moumen Khalifa ou de la caisse de la banque. Abdelwahab Mouloud dit ne pas le savoir, expliquant qu'il se contentait de récupérer l'argent. Toutefois, il pense que puisque lui-même touchait un salaire de 150 000 DA, celui de Moumen Khalifa pouvait atteindre les 100 ou 150 millions de centimes. Ce qui le laisse déduire que l'argent pouvait provenir du compte personnel de Khalifa.



Photo : Samir Sid

Moumen Khalifa de moins en moins acculé

Pour rappel, en 2007, Abdelwahab Mouloud s'était beaucoup plus lâché dans ses déclarations sur les domaines cannois de Moumen Khalifa, ses appartements parisiens, son jet privé et son train de vie de manière générale. Difficile donc, de dire, si aujourd'hui Abdelwahab Mouloud a réellement acculé son ancien patron ou l'a plutôt épargné. S'agissant des sommes en devises, l'accusé a parlé de 30 000 euros pour couvrir les frais de la participation, en 2002, au Forum des chefs d'entreprises à Philadelphie, aux Etats-Unis. Aussi, une somme de 10 000 dollars pour les dépenses d'un voyage de travail au Mali.

«Il y avait entre autres les frais des droits d'atterrissage à payer avec cette somme», ajoute-t-il. Le juge lui demande, enfin, des détails sur les 500 millions de centimes que Abdelmoumène lui avait demandés de lui apporter en février 2003, alors que le goldboy avait déjà quitté le pays. «Il m'a appelé pour aller lui chercher cette somme à l'agence principale de Chéraga. Youcef Akli a refusé de me les remettre», dit-il.

A une question du juge, il répond que Khalifa ne l'avait jamais insulté au téléphone quand il a su que la somme n'avait pas été récupérée. Pourtant, l'accusé a dit tout le contraire en 2007.

En début d'après-midi, le juge fait appel au second accusé. Pendant ce temps, Abdelmoumène Khalifa, présent sur le banc des

accusés, est très souriant. Parfois même, très bavard avec son voisin, Djamel Guellimi, l'ancien directeur de KTV.

Maitre Medjhoua, l'avocat de Moumen Khalifa a déclaré à la presse, juste après, que l'argent que récupérerait Mouloud Abdelwahab était retiré du compte bancaire personnel du patron et qu'en dehors de certaines déclarations douteuses, rien ne prouve encore le contraire.

«C'est Mohamed Djellab qui a réorganisé la banque»

Toudjane Mouloud, directeur général adjoint, chargé de la comptabilité et la gestion du budget à l'agence centrale de Chéraga, est appelé à la barre. Ce fonctionnaire de la BNA entre 1978 et 1999 dit avoir rejoint la banque Khalifa pour un salaire de 25 000 DA. Il a commencé par occuper un poste de chef de service comptabilité avant de gravir les échelons.

Le juge entame de l'interroger sur les 11 écritures bancaires restées suspendues. Il s'agit, en effet, du trou financier de 320 milliards de centimes de la caisse principale. Il dit n'avoir aucun lien avec cette affaire, puisqu'il se contentait des données qu'il recevait pour établir sa comptabilité.

Le juge se montre insistant et lui rappelle que l'argent n'a pas été déposé à la Banque d'Algérie, et qu'en qualité de responsable chargé de la comptabilité, il ne pouvait ignorer l'existence d'écritures bancaires restées longtemps suspendues.

L'accusé évoque un cafouillage puisqu'il n'était pas le seul à occuper

le poste de DGA chargé de la comptabilité et de la gestion du budget. «Il y avait beaucoup de cafouillage. Avec le défunt Nekkache Hamou, nous étions deux DGA. C'est un concept qui n'existe pas en comptabilité bancaire. Cela ne pouvait pas continuer et j'ai fini par déposer un préavis de démission en février 2002. Mais avec l'arrivée de Mohamed Djellab (actuel ministre des Finances ndlr), à la tête de l'administration générale, il a réorganisé les différents services et a installé des directeurs centraux. Je suis donc resté seul responsable à la tête du service comptabilité», raconte-t-il. Le juge demande à Toudjane Mouloud s'il n'y avait pas d'inspecteur général au niveau de la banque qui pouvait se rendre compte des 11 écritures bancaires restées suspendues.

L'accusé révèle que deux personnes se sont succédé à ce poste, un certain Yousfi, et Mir Ahmed. Le juge lui demande si Moumen Khalifa ne venait pas prendre de l'argent de la caisse principale. «Je ne l'ai jamais vu à la caisse principale», répond-il. «Vous êtes sûr», insiste le juge en lui demandant s'il n'a jamais tenu de réunions avec son patron. «Je ne l'ai pas vu prendre de l'argent à la caisse, mais je l'ai rencontré seulement deux fois pour des réunions de travail», finit par lâcher l'accusé. Le juge le relance et lui demande quand est-ce qu'il a pris connaissance des fameuses 11 écritures bancaires. «En février 2003, lorsque les choses ont commencé à mal tourner, le défunt Nekkache Hamou m'a contacté pour me dire qu'Akli Youcef lui a demandé de signer les 11 écritures bancaires en question. Je lui ai conseillé de ne pas le faire. Il a, d'ailleurs, pris en considération mon avis», indique-t-il. Le juge l'interroge sur la réunion d'urgence, en février 2003, pour régler le problème des 11 signatures bancaires restées suspendues. Il confirme l'existence de cette réunion qu'il dit présidée par le directeur de la caisse principale Akli Youcef, mais dont il n'avait pas pris part.

L'audience s'est poursuivie jusqu'à tard dans la soirée, et plusieurs autres accusés sont passés à la barre, à l'exemple de Dellal Abdelwahab, ancien inspecteur de police, puis après avoir démissionné, chargé de la sécurité des transports de fonds chez Khalifa. Celui-ci n'a aussi rien vu.

Le témoignage tant attendu du directeur de la caisse principale, Youcef Akli, pourra peut-être apporter un peu d'éclairage...

M. M.

ILS VEULENT RÉHABILITER LEUR PROFESSION

700 architectes en colère

Les architectes s'organisent autour du Syndicat national des architectes agréés algériens (Synaa). Ils s'indignent contre les conditions dans lesquelles s'exerce actuellement la profession et appellent les pouvoirs publics à réhabiliter le rôle de l'architecte dans le processus de construction.

Nawal Imés - Alger (Le Soir) - Mécontentement chez les architectes. Ils reviennent à la charge, en revendiquant la révision des barèmes de rémunération de la mission de suivi et contrôle des travaux dans les

marchés publics. Une revendication, selon le syndicat, basée sur une étude qui avait été menée en 2001 par des experts financiers et motivée par l'évolution du contexte économique, notamment le pouvoir d'achat et l'inflation. Une demande officiellement a été transmise aux pouvoirs publics en date du 30 janvier 2014, mais qui est restée lettre morte.

Ni le ministère de l'Habitat ni celui des Finances n'ont répondu aux attentes des architectes.

Le syndicat explique que c'est dans ce contexte qu'il s'est naturellement tourné vers la profession en appelant les architectes à «s'indigner de l'insignifiance des traitements qui leur sont réservés par une politique de rémunéra-

tion qui dénote de l'irresponsabilité dont font preuve les pouvoirs publics».

Le syndicat considère que «la médiocrité instaurée comme fatalité compromet, non seulement la qualité des constructions mais aussi le droit à l'apprentissage du métier». Il ajoute qu'il s'agit là d'un «processus qui conduit à nourrir et répandre la précarité et la sous-valorisation des prestations d'architecte».

Pour son président, cette situation est «intrinsèque à la formule étude et réalisation» qui favorise la course au gain par des entreprises qui jouissent du consentement des pouvoirs publics.

Achour Mihoubi estime, en effet, que le gage d'une architecture de qualité est dans les

conditions d'un bon suivi des travaux. Il dit rejeter dans le fond et dans la forme le décret n° 15-19 fixant les modalités d'instruction et de délivrance des actes d'urbanisme.

Il y voit une forme de «centralisations» via la disposition liée à l'habilitation des architectes et s'insurge contre la disposition qui écarte l'architecte de la signature du permis de construire, car y voyant «des velléités de dépersonnalisation du statut de l'architecte en le dépossédant systématiquement de ses nobles missions qui établissent son rôle».

Ce nouveau formulaire de demande de permis de construire est tout simplement jugé «attentatoire à la qualité de l'architecte».

N. I.